



# RAPPORT DU PREMIER TRIMESTRE EXERCICE 2014

COMPTE RENDU

PAGE 2

ÉTATS FINANCIERS ET NOTES

PAGE 10

# MONNAIE ROYALE CANADIENNE

## Compte rendu

Période de 26 semaines close le 29 juin mars 2013

(non audité)

### COMPTE RENDU

#### MODE DE PRÉSENTATION

La Monnaie royale canadienne a préparé le présent rapport comme l'exige l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* en appliquant la norme émise par le Conseil du Trésor du Canada. Le présent compte rendu doit être lu dans le contexte des états financiers consolidés résumés non audités.

La Monnaie a préparé ces états financiers consolidés résumés non audités pour les périodes de 13 semaines closes le 29 mars 2014 et le 30 mars 2013 conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

#### PERFORMANCE

##### Résultats consolidés et performance financière consolidée

(en millions de \$ CAN pour les périodes closes le 29 mars 2014 et le 30 mars 2013)

	Période de 13 semaines close le		Variation en \$	Variation en %
	29 mars 2014	30 mars 2013		
Produits des activités ordinaires	669.4 \$	863.6 \$	( 194.2) \$	-22.5 %
Résultat avant impôts	17.0	10.7	6.3	58.9 %
Résultat après impôts	12.8	8.1	4.7	58.0 %

	Au		Variation en \$	Variation en %
	29 mars 2014	31 décembre 2013		
Trésorerie	78.8 \$	63.2 \$	15.6 \$	24.7 %
Stocks	87.0	98.0	(11.0)	-11.2 %
Immobilisations	256.9	255.4	1.5	0.6 %
Total de l'actif	469.4	458.4	11.0	2.4 %
Fonds de roulement	125.1	114.9	10.2	8.9 %

REMARQUE : L'exercice de la Monnaie clôt le 31 décembre.

#### APERÇU CONSOLIDÉ

Les produits consolidés des activités ordinaires pour les 13 semaines closes le 29 mars 2014 ont régressé de 22,5 % pour s'établir à 669,4 millions de dollars contre de 863,6 millions pour la même période en 2013. Cette baisse traduit le déclin prononcé des ventes des produits d'investissement en or, contrebalancé partiellement par la vigueur continue des lignes commerciales des pièces étrangères ainsi que des produits numismatiques et de collection.

## MONNAIE ROYALE CANADIENNE

### Compte rendu

Période de 13 semaines close le 29 mars 2014

(non audité)

---

Le résultat consolidé avant impôts a progressé de 58,9 % pour atteindre 17,0 millions de dollars par rapport à 10,7 millions pour la même période en 2013. L'écart reflète des marges améliorées attribuables en partie à la baisse de 10 % de la valeur du dollar canadien par rapport à l'an dernier, au prix inférieur des métaux précieux et à une concentration continue sur une *fabrication allégée*, soit une technique opérationnelle qui se concentre à rechercher constamment des moyens d'améliorer l'efficacité des procédés et la qualité des produits tout en réduisant les coûts. Ceci a été partiellement contrebalancé par une réduction des marges du Programme de récupération des alliages (PRA) en raison du prix moins élevé des métaux de base.

Le total de l'actif consolidé a augmenté de 2,4 % pour se situer à 469,4 millions de dollars au 29 mars 2014 par rapport à 458,4 millions au 31 décembre 2013. La trésorerie s'est accrue, passant à 78,8 millions de dollars en comparaison de 63,2 millions à la clôture du trimestre précédent, en raison surtout du calendrier des besoins opérationnels. Les stocks ont baissé pour se situer à 87,0 millions de dollars au 29 mars 2014 contre 98,0 millions au 31 décembre 2013, en raison surtout du calendrier des ventes de pièces de circulation canadiennes. Le fonds de roulement a augmenté de 10,2 millions de dollars depuis le 31 décembre 2013 à cause notamment de la baisse des stocks. Les immobilisations corporelles ont connu un accroissement de 0,6 % pour atteindre 256,9 millions de dollars comparativement à 255,4 millions au 31 décembre 2013.

La performance de la Monnaie en 2013 l'a amené à déclarer un dividende de 10 millions de dollars au gouvernement du Canada.

Les résultats opérationnels et financiers obtenus au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014 démontrent que la Société est en bonne voie d'atteindre les cibles annuelles établies dans le Plan d'entreprise que le gouvernement du Canada avait approuvé en novembre 2013.

### FAITS NOUVEAUX AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Dans le cadre de ses efforts de recherche et développement, la Société a réalisé de grands progrès pour promouvoir le concept de la Cybermonnaie comme étant un produit de monnaie numérique novateur, efficace et sécuritaire. Toutefois, une décision a été prise voulant que les prochaines initiatives en matière de développement et de commercialisation de la Cybermonnaie doivent être prises par le secteur privé. La Monnaie travaille actuellement avec le ministère des Finances à étudier des scénarios de dessaisissement. Les travaux sur la Cybermonnaie, qui comprennent des essais pilotes avec les employés de la Monnaie, se poursuivent pendant que la Société assemble les actifs en vue de la cession.

La Monnaie n'a pas connu de changement significatif dans ses activités ou programmes au cours de la période.

# MONNAIE ROYALE CANADIENNE

## Compte rendu

Période de 13 semaines close le 29 mars 2014

(non audité)

### PERFORMANCE PAR LIGNE COMMERCIALE

#### Produits des activités ordinaires par ligne commerciale

(en millions de \$ CAN pour les périodes closes le 29 mars 2014 et le 30 mars 2013)

	Au		Variation en \$	Variation en %
	29 mars 2014	31 décembre 2013		
Trésorerie	78.8 \$	63.2 \$	15.6 \$	24.7 %
Stocks	87.0	98.0	(11.0)	-11.2 %
Immobilisations	256.9	255.4	1.5	0.6 %
Total de l'actif	469.4	458.4	11.0	2.4 %
Fonds de roulement	125.1	114.9	10.2	8.9 %

#### Points saillants de l'exploitation et analyse des résultats

**Pièces de circulation canadiennes** : Le mandat principal de la Monnaie est de produire des pièces de monnaie canadiennes, d'en administrer la distribution et de conseiller le gouvernement du Canada sur toutes les questions relatives au monnayage. Grâce à la surveillance et à la régularisation continues des stocks de pièces à travers le pays, la Monnaie s'est assurée qu'il y a eu un approvisionnement suffisant de pièces pour des opérations commerciales sans entraves dans chaque région du pays au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014.

Les produits des activités ordinaires liées à l'administration du système monétaire et de la production de pièces de circulation ont atteint 26,0 millions de dollars au cours du trimestre par rapport à 22,4 millions pour le premier trimestre de 2013. Le nombre de pièces produites et vendues est demeuré relativement stable avec 13,9 millions de pièces comparativement à 12,9 millions au cours de la même période en 2013. L'écart dans les produits reflète la gamme de la valeur nominale des pièces produites. La Monnaie a également recyclé 210 millions de pièces au cours du premier trimestre de 2014 en comparaison des 393,5 millions au cours du premier trimestre de 2013. Le recyclage accéléré de pièces, qui s'est déclenché en février 2013 avec le retrait de la pièce de un cent de la circulation, a commencé à ralentir à cause de la diminution des réserves de pièces détenues par la population canadienne.

La Monnaie est responsable du retrait efficient de la pièce de un cent de la circulation au nom du ministère des Finances. Au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014, 379 millions de pièces de un cent ont été retournées, dont le produit tiré de la vente des rebuts métalliques a été versé au gouvernement du Canada.

La Monnaie est très fière de célébrer l'histoire, la culture et les valeurs du Canada. En assumant ce rôle, la Monnaie a lancé la pièce de circulation du dollar porte-bonheur pendant que les athlètes canadiens se rendaient aux Jeux olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi. La pièce arbore le huard déployant ses ailes majestueuses vues de l'arrière ainsi que le logo de l'équipe olympique canadienne.

## MONNAIE ROYALE CANADIENNE

### Compte rendu

Période de 13 semaines close le 29 mars 2014

(non audité)

---

Les produits des activités ordinaires tirés du Programme de récupération des alliages ont chuté de 37,2 % pour se situer à 4,9 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2014 par rapport à 7,8 millions pour la même période en 2013. La Monnaie a récupéré et vendu 179,8 tonnes métriques de nickel et 57,0 tonnes métriques de cupro-nickel au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014 contre 324,8 tonnes métriques de nickel et 57,0 tonnes métriques de cupro-nickel au cours des 13 semaines closes le 30 mars 2013. Le fléchissement des produits des activités ordinaires traduit le déclin du volume, exacerbé par la contraction du prix des métaux de base. Le prix moyen du nickel a baissé à 15 400 \$ la tonne contre 16 200 \$ la tonne au cours du premier trimestre de 2013. Le prix moyen du cupro-nickel a été réduit à 8 900 \$ la tonne comparativement à 9 400 \$ la tonne au cours du premier trimestre de 2013.

**Produits numismatiques et de collection** : La demande pour les produits numismatiques de la Monnaie continue à s'accroître, les produits des activités ordinaires augmentant de 14,8 % pour se situer à 47,4 millions de dollars pour les 13 semaines closes le 29 mars 2014 par rapport à 41,3 millions pour la même période close le 30 mars 2013. La Monnaie a émis 52 nouveaux produits au cours du trimestre en comparaison de 53 pendant le premier trimestre de 2013. Dix-sept pièces ont toutes été vendues au cours du trimestre contre douze pendant la même période en 2013.

Les produits les plus remarquables qui ont été lancés au cours la période comprenaient une série de pièces de un dollar en argent fin commémorant le 100<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration de la Première Guerre mondiale. Cette pièce était la première de plusieurs à être lancées ayant trait à la Première et à la Seconde Guerre mondiale qui seront dévoilées plus tard en 2014. Une pièce en argent fin, Joyau de vie, conçue par Caroline Néron, actrice, chanteuse et créatrice de bijoux québécoise, représente la silhouette d'un arbre dépouillé en hiver, mis en valeur par un placage d'or sélectif et enjolivé de cristaux Swarovski® qui rappellent la beauté scintillante de la neige et de la glace. La Monnaie a également lancé des pièces de un kilogramme en argent fin et de un kilogramme en or pur, le harfang des neiges, dont les yeux sont rehaussés par de l'émail. Des pièces sans pareilles de deux onces en argent fin et de deux onces en or pur comprennent plus de 50 images distinctes symbolisant des éléments du Canada selon Tim Barnard. La dernière pièce photoluminescente d'une créature préhistorique a également été lancée.

La première phase de l'application mobile monnaie.ca a été lancée permettant d'effectuer des achats à l'aide d'appareils mobiles. Le contenu est disposé verticalement, ce qui facilite la visualisation et la navigation par un glissement du pouce. Des touches et des liens d'action apparaissent plus grands afin qu'ils soient facilement appuyés, une fonctionnalité de base requise pour une expérience idéale sur un appareil mobile.

La Monnaie continue de profiter d'une croissance soutenue de sa banque de clients grâce surtout à son programme de valeur nominale populaire.

**Pièces étrangères** : La Monnaie a vendu 1,0 milliard de pièces et de flans à six pays au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014 par rapport à 279,8 millions de pièces et de flans à cinq pays au cours de la même période en 2013. Les expéditions en Amérique du Sud ont compté pour plus de un demi-milliard de pièces. Les produits des activités ordinaires ont bondi de 136,1 % pour atteindre 28,8 millions de dollars au cours du trimestre contre 12,2 millions au cours de la même période en 2013. Les ventes représentent l'exécution de contrats conclus en 2013, ainsi que le

## MONNAIE ROYALE CANADIENNE

### Compte rendu

Période de 13 semaines close le 29 mars 2014

(non audité)

---

lancement d'une nouvelle série de pièces de circulation en acier plaquées multicouche pour la Banque du Botswana, qui comprend sept valeurs nominales. Le président du Botswana, Seretse Khama Ian Khama, a déclaré officiellement que les pièces avaient cours légal lors d'une cérémonie, tenue le 27 février 2014, pour célébrer la nouvelle série de pièces du pays. La dernière fois que la Monnaie a produit des pièces pour le Botswana remonte à 1991.

La demande sur le marché international se renforce alors que la concurrence féroce qui a caractérisé le marché depuis 2008 semble s'atténuer. Au cours du premier trimestre de 2014, la Monnaie a conclu trois contrats afin de produire 622 millions de pièces pour trois pays.

**Produits d'investissement, affinage et RTB** : Les produits des activités ordinaires tirés des produits d'investissement, de l'affinage et des reçus de transactions boursières (RTB) ont diminué de 27,9 % pour se chiffrer à 562,3 millions de dollars pour les 13 semaines closes le 29 mars 2014 par rapport à 779,7 millions au cours de la même période en 2013. Les ventes de la Feuille d'érable en or ont chuté de 34,6 % pour se situer à 176 000 onces contre 269 000 onces au cours de la même période en 2013. Les ventes de la Feuille d'érable en argent ont augmenté de 24,2 % pour s'établir à 8,2 millions d'onces par rapport à 6,6 millions d'onces pendant la même période de l'exercice précédent. Le déclin des ventes de la Feuille d'érable en or reflète le manque de volatilité du prix de l'or au cours du quatrième trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2014, ainsi que l'activité continue sur le marché secondaire des produits d'investissement en or. L'accroissement des ventes de la Feuille d'érable en argent traduit une demande énergique soutenue en Amérique du Nord, en Europe et dans les marchés émergents comme l'Asie du Sud-Est.

La Monnaie a lancé deux séries de pièces d'investissement ayant pour thème la faune à la World Money Fair de 2014, à Belin, en Allemagne. La pièce illustrant l'appel du loup est une pièce d'investissement d'une once en or pur à 99,999 %, la première d'une série de trois pièces ayant pour thème les cris d'animaux sauvages qui seront lancées chaque année jusqu'en 2016. Sa valeur nominale de 200 \$ représente la valeur de cours légal la plus élevée parmi les pièces d'investissement d'une once à l'échelle mondiale. La pièce du faucon pèlerin est la première de quatre pièces d'investissement d'une once en argent fin à 99,99 % de la série sur les oiseaux de proie canadiens. Deux pièces seront lancées par année en 2014 et 2015.

La Monnaie a également dévoilé un prototype de technologie anti-contrefaçon ANN à la World Money Fair. Grâce à cette technologie, une empreinte de sécurité particulière est gravée sur chaque coin, puis frappée sur le lot de pièces. Chaque empreinte est enregistrée à l'aide de la technologie d'activation numérique non destructive (ANN) de la Monnaie, puis son image est encodée et stockée dans une base de données sécurisée. L'empreinte de sécurité visible apparaîtra sur toutes les Feuilles d'érable en or qui seront frappées à compter de 2014.

Les produits des activités ordinaires tirés de l'affinage ont légèrement progressé au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014. Les dépôts d'or brut ont connu une hausse, car la Monnaie rivalise avec succès pour une quote-part croissante du marché. Cette activité a été contrebalancée en partie par une baisse des dépôts d'argent brut en raison de la concurrence accrue dans le secteur de l'affinage de l'argent. Un autre facteur qui a contribué à cette hausse a été une augmentation des ventes des lingots de 1 kilo en or, qui ont bondi de 525 % pour se chiffrer à 18 099 lingots, ce qui a contrebalancé la contraction des ventes des lingots de 100 onces en

## **MONNAIE ROYALE CANADIENNE**

### **Compte rendu**

**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**

**(non audité)**

---

argent, qui ont baissé de 25 % pour passer à 12 562 lingots.

Les produits des activités ordinaires provenant de Reçus de transactions boursières (RTB) ont diminué à cause, en partie, de la baisse de la valeur de l'or et de l'argent. Les avoirs en or sous gestion se sont accrus par rapport au premier trimestre de 2013, mais ont reculé en comparaison du quatrième trimestre de 2013 en raison des rachats effectués en janvier. Les avoirs en argent sous gestion sont demeurés stables.

Au cours du trimestre, la Monnaie a ajouté une caractéristique optionnelle à sa procédure d'échange de reçus de transactions boursières (RTB) sur l'or contre des métaux précieux. Dès le 17 mars 2014, tout investisseur souhaitant échanger ses RTB contre de l'or physique pourra demander à la Monnaie de faciliter la vente des produits d'investissement en or ainsi obtenus. Les recettes de la transaction seront transmises au courtier ou au gardien du placement de l'investisseur. Le titulaire de RTB qui souhaitera se prévaloir de ce service devra acquitter des frais de facilitation de vente de 13 points de base (sous réserve d'un minimum de 5 000 \$US), en plus des taxes applicables et des autres frais associés à l'échange de RTB contre des métaux précieux.

### **LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL**

Les dépenses en immobilisations se sont élevées à 6,2 millions de dollars au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014 contre 18,6 millions qui étaient liées à l'agrandissement important effectué à Winnipeg au cours de la même période en 2013. Environ 2,4 millions de dollars avaient trait à la mise à niveau du progiciel de gestion intégré (PRI), à la mise en service de la ligne de scalpage de l'argent et à l'optimisation des espaces pour l'affinage. La Monnaie possède la capacité financière par l'entremise de sa trésorerie actuelle et un accès à des capitaux pour financer les dépenses importantes prévues pour l'accroissement de la capacité de placage.

### **RISQUES D'EXPLOITATION**

Il n'y a pas eu de modifications importantes des risques d'exploitation abordés dans le rapport de gestion inclus dans le rapport annuel de 2013.

### **PERSPECTIVES**

Malgré les défis persistants de l'économie mondiale et du marché, la Monnaie continue d'établir des rapports, d'investir dans les immobilisations et de poursuivre énergiquement ses objectifs. À titre d'entreprise diversifiée avec plusieurs sources de produits, elle demeure positionnée pour poursuivre sa croissance.

La demande pour les produits numismatiques de la Monnaie continue de se renforcer grâce au lancement de pièces qui plaisent aux collectionneurs, à l'élaboration de nouvelles capacités de commerce électronique et au lancement d'initiatives de vente et de commercialisation. La Monnaie prévoit lancer plus de 200 nouvelles pièces en 2014 et continue à élargir sa banque de clients dans les marchés existants et à saisir les occasions dans les nouveaux marchés. La concurrence féroce sur le marché des pièces de monnaie étrangères continuera à être un défi pour la Monnaie. Cependant, depuis l'agrandissement récent de son usine de placage de Winnipeg, la Monnaie possède une capacité élargie de placage des pièces au moyen d'une multitude de technologies

## **MONNAIE ROYALE CANADIENNE**

### **Compte rendu**

**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**

**(non audité)**

---

brevetées, dont l'acier plaqué multicouche, l'acier nickelé monocouche à double recuit ainsi que d'autres technologies de pointe qui répondent aux besoins en constante évolution d'un marché international diversifié. Ainsi dotée de cette nouvelle installation de placage et d'un centre de recherche et développement permanent voué à l'avancement de tous les aspects de la fabrication des pièces de circulation, la Monnaie envisage avec confiance la réalisation de son objectif d'élever à 15 % sa part du marché mondial du placage de pièces d'ici 2020.

On prévoit que la demande pour les pièces de circulation canadiennes demeurera stable, bien que la popularité du recyclage ainsi que la distribution et le système de livraison plus efficaces de la Monnaie pourraient continuer à influencer sur le volume de production de nouvelles pièces. La Monnaie n'est pas en mesure de prédire le marché des métaux précieux, mais la baisse des ventes des pièces on or dans le premier trimestre pourrait indiquer un marché plus lent que prévu pour 2014. La quote-part de la Monnaie du marché des produits d'investissement continuera d'être appuyée par le lancement de caractéristiques de sécurité de plus en plus sophistiquées et la création de produits personnalisés.



## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés trimestriels conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et aux exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

*Le président,*



Ian E. Bennett

*Le vice-président par intérim,  
Finances et Administration,*



André Aubrey, CPA, CA

Ottawa, Canada  
Le 27 mai 2014

**MONNAIE ROYALE CANADIENNE**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**Non audité**

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Notes	Au	
		29 mars 2014	31 décembre 2013
<b>Actif</b>			
Trésorerie	4	78 785 \$	63 228 \$
Créances	5	42 564	38 741
Charges payées d'avance		2 912	1 678
Impôts sur le résultat à recevoir		-	-
Stocks	6	87 035	97 986
Actifs financiers dérivés	7	563	463
<b>Actifs courants</b>		<b>211 859</b>	<b>202 096</b>
Actifs financiers dérivés	7	353	688
Immobilisations corporelles	8	238 220	238 215
Immeuble de placement		236	236
Immobilisations incorporelles	8	18 733	17 186
<b>Total de l'actif</b>		<b>469 401 \$</b>	<b>458 421 \$</b>
<b>Passif</b>			
Fournisseurs et charges à payer		67 527 \$	70 597 \$
Emprunts		7 611	7 528
Produits différés		4 385	3 922
Impôts sur le résultat exigibles		1 112	499
Avantages sociaux	9	1 883	2 257
Passifs financiers dérivés	7	4 249	2 412
<b>Passifs courants</b>		<b>86 767</b>	<b>87 215</b>
Passifs financiers dérivés	7	141	137
Emprunts		41 970	41 972
Passifs d'impôts différés		15 947	16 329
Avantages sociaux	9	9 581	9 581
<b>Total du passif</b>		<b>154 406</b>	<b>155 234</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions (4 000 actions non transférables autorisées et émises)		40 000	40 000
Résultats non distribués		277 756	264 979
Cumul des autres éléments du résultat global		(2,761)	(1,792)
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>314 995</b>	<b>303 187</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>469 401 \$</b>	<b>458 421 \$</b>

Engagements, éventualités et garanties (note 14).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

**MONNAIE ROYALE CANADIENNE**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL**  
**Non audité**

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Notes	Période de 13 semaines close le	
		<b>29 mars 2014</b>	30 mars 2013
Produits des activités ordinaires	10, 13	<b>669 417 \$</b>	863 554 \$
Coût des biens vendus		<b>617 162</b>	822 324
Marge brute		<b>52 255</b>	41 230
<b>Autres charges d'exploitation</b>			
Frais de marketing et ventes		<b>20 113</b>	18 028
Frais d'administration	12	<b>14 285</b>	12 268
Autres charges d'exploitation		<b>34 398</b>	30 296
Résultat opérationnel		<b>17 857</b>	10 934
Pertes nettes de change		<b>(665)</b>	(27)
<b>Produits (frais) financiers, nets</b>			
Produits financiers		<b>111</b>	49
Frais financiers		<b>(267)</b>	(210)
Produits (frais) financiers, nets		<b>(156)</b>	(161)
Résultat avant impôts sur le résultat		<b>17 036</b>	10 746
Charge d'impôts sur le résultat		<b>4 259</b>	2 686
<b>Résultat de la période</b>		<b>12 777</b>	8 060
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net :</i>			
Pertes nettes non réalisées sur couvertures de flux de trésorerie		<b>(2 802)</b>	(1,046)
Pertes nettes réalisées sur couvertures de flux de trésorerie virées des autres éléments du résultat global		<b>1 833</b>	111
Autres éléments du résultat global, net d'impôts		<b>(969)</b>	(935)
<b>Résultat global total</b>		<b>11 808 \$</b>	7 125 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

**MONNAIE ROYALE CANADIENNE**  
**ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES**  
**Non audité**

Période de 13 semaines close le 29 mars 2014

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (pertes nettes sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2013	40 000 \$	264 979 \$	(1 792) \$	303 187 \$
Résultat de la période	-	12 777	-	12 777
Autres éléments du résultat global	-	-	(969)	(969)
Solde au 29 mars 2014	40 000 \$	277 756 \$	(2,761) \$	314 995 \$

Période de 13 semaines close le 30 mars 2013

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Capital- actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (pertes nettes sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2013	40 000 \$	238 600 \$	(246) \$	278 354 \$
Résultat de la période	-	8 060	-	8 060
Autres éléments du résultat global	-	-	(935)	(935)
Solde au 30 mars 2013	40 000 \$	246 660 \$	(1,181) \$	285 479 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

**MONNAIE ROYALE CANADIENNE**  
**TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**Non audité**

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Période de 13 semaines close le	
	<b>29 mars 2014</b>	30 mars 2013
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Entrées de trésorerie – clients	<b>667 165 \$</b>	855 489 \$
Sorties de trésorerie – fournisseurs et employés	<b>(675 377)</b>	(880 162)
Intérêts versés	<b>(283)</b>	(212)
Encaissements – contrats dérivés	<b>248 602</b>	107 273
Décaissements – contrats dérivés	<b>(214 750)</b>	(88 161)
Impôts sur le résultat versés	<b>(4 028)</b>	(1 582)
Flux de trésorerie nets générés (utilisés) par les activités opérationnelles	<b>21 329</b>	(7 355)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Intérêts reçus	<b>111</b>	49
Sorties de trésorerie pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	<b>(6 242)</b>	(18 568)
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités d'investissement	<b>(6 131)</b>	(18 519)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Emprunts et autres dettes	<b>97</b>	(2)
Flux de trésorerie nets générés (utilisés) par les activités de financement	<b>97</b>	(2)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	<b>15 295</b>	(25 876)
Trésorerie à l'ouverture de la période	<b>63 228</b>	64 514
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie détenue en monnaies étrangères	<b>262</b>	48
<b>Trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>78 785 \$</b>	38 686 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

## **1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ**

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie » ou « Société ») a été constituée en 1969 en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* afin de frapper des pièces de monnaie dans une optique de profit et d'exercer des activités connexes. Elle est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle produit toutes les pièces de monnaie qui ont cours au Canada et administre le réseau de distribution pour le compte du gouvernement du Canada. Elle est aussi l'un des principaux producteurs mondiaux de pièces de circulation, de collection et d'investissement destinées aux marchés intérieur et extérieur, et l'un des plus grands affineurs d'or au monde. Les adresses du siège social et de l'établissement principal sont le 320, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0G8 et le 520, boulevard Lagimodière, Winnipeg (Manitoba), Canada, R2J 3E7.

En 2002, la Monnaie a constitué RCMH-MRCF Inc., une filiale entièrement détenue, qui est inactive depuis le 31 décembre 2008.

La Société est une société d'État fédérale visée par règlement et est assujettie à l'impôt fédéral sur le résultat en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

## **2. MODE DE PRÉSENTATION**

### **2.1 Déclaration de conformité**

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à *IAS 34 Information financière intermédiaire des Normes internationales d'information financière (« IFRS »)* et aux exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme le permet cette norme, ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toutes les obligations d'information pour les états financiers consolidés annuels; ils devraient donc être lus dans le contexte des états financiers consolidés audités de la Société pour son exercice clos le 31 décembre 2013.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou examinés par un auditeur externe.

Le 27 mai 2014, le Conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

### **2.2 Mode de présentation**

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés qui ont été évalués à la juste valeur, ainsi que le régime à prestations définies et les autres avantages à long terme qui ont été évalués selon une évaluation actuarielle. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie donnée en échange des actifs.

Bien que la date de clôture de l'exercice de la Société, soit le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne concordent pas nécessairement

**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

---

avec les trimestres de l'année civile. Par contre, chaque trimestre de la Société contient 13 semaines.

### **2.3 Consolidation**

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les états financiers intermédiaires de la Société et ceux de sa filiale entièrement détenue. Les méthodes comptables de la filiale suivent celles utilisées par la Société. Les transactions, soldes, produits et charges interentreprises ont été complètement éliminés lors de la consolidation.

### **2.4 Monnaie de fonctionnement et de présentation**

À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires et les informations à fournir sont en milliers de dollars canadiens (\$CAN), soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

### **2.5 Principales méthodes comptables**

Les principales méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentées à la note annexe 2 des états financiers consolidés annuels de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière cohérente pour les périodes considérée et comparative.

### **2.6 Principales sources d'incertitude relative aux estimations et aux jugements cruciaux en comptabilité**

Pour établir les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction doit faire des jugements cruciaux, des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif, la divulgation d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période de présentation de l'information financière.

En faisant les jugements cruciaux, les estimations et les hypothèses connexes, la direction se fie sur des informations externes et des conditions observables autant que possible lorsqu'elle le peut et les complète par des analyses internes, au besoin. Les jugements, les estimations et les hypothèses connexes sont fondés sur l'expérience et d'autres facteurs qui sont considérés être pertinents. Les résultats réels pourraient différer grandement des estimations et hypothèses. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont examinées de façon continue.

## **3. APPLICATION D'IFRS NOUVELLES OU RÉVISÉES**

### **3.1 IFRS nouvelles ou révisées qui ont une incidence sur les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés**

L'International Accounting Standard Board (IASB) n'a publié aucune IFRS nouvelle ou révisée qui soit entrée en vigueur au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014 et qui a eu une incidence sur les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

### **3.2 IFRS nouvelles ou révisées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur**

La Société a examiné les nouvelles positions officielles en comptabilité et celles révisées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur et elle a déterminé que celles énumérées ci-dessous pourraient avoir une incidence sur ses états financiers consolidés dans les exercices futurs.

#### *IFRS 1 Première application des Normes internationales d'information financière (« IFRS 1 »)*

Une modification d'IFRS 1 a été publiée en décembre 2013 dans le cadre du projet « Améliorations annuelles — Cycle 2011–2013 » et est en vigueur pour les périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. La modification précise qu'une entité, dans ses premiers états financiers IFRS, a le choix d'appliquer une IFRS existante et en vigueur ou d'appliquer par anticipation une IFRS nouvelle ou révisée dont l'application n'est pas encore obligatoire, à condition que l'IFRS en question autorise une application par anticipation. On ne prévoit pas que l'application de cette modification aura une incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

#### *IFRS 3 Regroupements d'entreprises (« IFRS 3 »)*

Une modification d'IFRS 3 a été publiée en décembre 2013 dans le cadre du projet « Améliorations annuelles — Cycle 2011–2013 » et est en vigueur pour les périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. La modification précise qu'IFRS 3 exclut de son champ d'application la comptabilisation pour la formation d'une coentreprise dans les états financiers du partenariat lui-même. La Société ne prévoit pas que l'application de cette modification aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

#### *IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir (« IFRS 7 »)*

Une modification d'IFRS 7 a été publiée en décembre 2011. Elle exige de fournir des informations sur l'application initiale d'IFRS 9, mais elle ne comporte pas actuellement de date d'entrée en vigueur. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective.

Une autre modification d'IFRS 7 a été publiée en novembre 2013. Elle exige de fournir des informations supplémentaires sur la comptabilité de couverture résultant de l'introduction d'une section sur la comptabilité de couverture dans IFRS 9, qui ne comporte pas actuellement de date d'entrée en vigueur. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective.

Comme la Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications d'IFRS 7 sur ses états financiers consolidés, l'incidence n'est pas encore connue à l'heure actuelle.

#### *IFRS 9 Instruments financiers (« IFRS 9 »)*

La date d'application obligatoire d'IFRS 9 a été supprimée dans la modification de la norme en novembre 2013 (elle avait été modifiée en décembre 2011 pour établir la date d'entrée en vigueur



**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

---

pour les périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015). La modification de novembre 2013 incorpore aussi une section sur la comptabilité de couverture et inclut l'autorisation d'appliquer par anticipation des dispositions pour la présentation dans les autres éléments du résultat global de ses « propres » profits et pertes sur les passifs financiers désignés selon l'option de la juste valeur sans avoir à appliquer par anticipation les autres dispositions d'IFRS 9.

La Société devra adopter de manière rétrospective IFRS 9 à compter de la date d'entrée en vigueur, qui est le résultat du projet de l'IASB de remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». La nouvelle norme définit un guide d'application pour le classement, la comptabilisation, la décomptabilisation et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers.

Comme la Société évalue actuellement l'incidence de l'application d'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés, l'incidence n'est pas encore connue à l'heure actuelle.

*IFRS 13 Évaluation de la juste valeur (« IFRS 13 »)*

Une modification d'IFRS 13 a été publiée en décembre 2013 dans le cadre du projet « Améliorations annuelles — Cycle 2011–2013 » et est en vigueur pour les périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. La modification précise que le champ d'application de l'exception relative au portefeuille défini au paragraphe 52 d'IFRS 13 englobe tous les contrats comptabilisés qui entrent dans le champ d'application d'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » ou d'IFRS 9, peu importe s'ils répondent à la définition d'un actif financier ou d'un passif financier telle que définie dans IAS 32 « Instruments financiers : Présentation ». La Société ne prévoit pas que l'application de cette modification aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

*IAS 19 Avantages du personnel (« IAS 19 »)*

Une modification d'IAS 19 a été publiée en novembre 2013 afin de préciser les dispositions relatives aux cotisations versées par les membres du personnel ou des tiers à des régimes de prestations définies. L'IAS révisé s'applique aux périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. La Société ne prévoit pas que l'application de cette modification aura une incidence sur ses états financiers consolidés.

*IAS 40 Immeubles de placement (« IAS 40 »)*

Une modification d'IAS 40 a été publiée en décembre 2013 dans le cadre du projet « Améliorations annuelles — Cycle 2011–2013 » et est en vigueur pour les périodes annuelles à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014. La modification précise que si une transaction particulière répond à la définition d'un regroupement d'entreprises et à celle d'un immeuble de placement, il faut appliquer séparément les deux normes. La Société ne prévoit pas que l'application de cette modification aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

**4. TRÉSORERIE**

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Au	
	29 mars 2014	31 décembre 2013
Dollars canadiens	71 836 \$	54 949 \$
Dollars américains	4 544	4 480
Euros	2 405	3 799
Total de la trésorerie	78 785 \$	63 228 \$

**5. CRÉANCES**

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Au	
	29 mars 2014	31 décembre 2013
Créances clients et régularisations	40 414 \$	35 313 \$
Provision pour créances douteuses	(190)	(190)
Créances clients, au net	40 224	35 123
Créances diverses	2 340	3 618
Total des créances	42 564 \$	38 741 \$

Voici les créances par type de clients :

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Au	
	29 mars 2014	31 décembre 2013
Gouvernements (incluant les ministères et organismes gouvernementaux)	29 675 \$	20 263 \$
Clients, commerçants et autres	8 974	8 349
Banques centrales et institutionnelles	3 915	10 129
Total des créances	42 564 \$	38 741 \$

**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

---

## 6. STOCKS

---

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Au 29 mars 2014	31 décembre 2013
Matières premières et fournitures	<b>13 103 \$</b>	8 663 \$
Travaux en cours	<b>20 055</b>	17 853
Produits finis	<b>53 877</b>	71 470
Total des stocks	<b>87 035 \$</b>	97 986 \$

---

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des biens vendus est de 630 millions de dollars pour les 13 semaines closes le 29 mars 2014 (834 millions pour les 13 semaines closes le 30 mars 2013).

Le coût des stocks comptabilisé à titre de coût des biens vendus pour les 13 semaines closes le 29 mars 2014 comprend 0,9 million de dollars à titre de dépréciation de stocks à la valeur nette de réalisation (0,4 million pour les 13 semaines closes le 30 mars 2013).

Les stocks ne sont pas donnés en garantie.

## 7. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

### 7.1 Classement et évaluation de la juste valeur des instruments financiers

#### 7.1.1 Classement et techniques d'évaluation des instruments financiers

La Société détient des instruments financiers sous forme de trésorerie, de créances, d'actifs dérivés, de fournisseurs et charges à payer, d'emprunts et de passifs dérivés.

La Société a estimé de la façon suivante la juste valeur de ses instruments financiers :

- i) La valeur comptable de la trésorerie, des créances et des fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur approximative en raison de la durée relativement courte de ces instruments financiers.
- ii) La juste valeur des emprunts a été estimée en se fondant sur la méthode de la valeur actuelle des flux de trésorerie en utilisant les taux du marché appropriés à la date respective présentée.
- iii) La juste valeur des contrats de change à terme, des swaps sur marchandises, des contrats à terme de gré à gré et des autres instruments dérivés est fondée sur les cours du marché à terme estimés rajustés en fonction de la qualité du crédit. La Société prend en compte le risque de contrepartie et son propre risque de crédit pour établir la juste valeur des instruments financiers.

**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

Le tableau suivant donne des précisions sur les types d'instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés à la juste valeur :

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	<b>Au</b>	
	<b>29 mars 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
<b>Actifs financiers dérivés</b>		
Contrats de change à terme	<b>446 \$</b>	366 \$
Swaps sur marchandises	<b>71</b>	13
Swaps de taux d'intérêt	<b>399</b>	772
	<b>916 \$</b>	1 151 \$
<b>Passifs financiers dérivés</b>		
Contrats de change à terme	<b>528 \$</b>	2 407 \$
Swaps sur marchandises	<b>3 721</b>	6
Swaps de taux d'intérêt	<b>141</b>	136
	<b>4 390 \$</b>	2 549 \$

### 7.1.2 Hiérarchie des justes valeurs

Pour les instruments financiers, autres que ceux qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur et pour lesquels la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable, peu importe qu'ils soient comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, il est nécessaire de présenter leur juste valeur et de les classer selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées dans leur évaluation :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés dans le niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif, que ce soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés des prix).
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché (données non observables).

L'évaluation de la juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est classée comme étant au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs au 29 mars 2014 et au 31 décembre 2013. Les évaluations de la juste valeur de tous les autres instruments financiers détenus par la Société sont classées comme étant au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs au 29 mars 2014 et au 31 décembre 2013. Il n'y a pas eu de virement d'instruments financiers entre les niveaux au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014.

## **7.2 Objectifs et cadre de gestion des risques financiers**

L'utilisation d'instruments financiers expose la Société au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché.

Le Conseil d'administration est chargé de la mise en place et de la surveillance du cadre de gestion du risque de la Société. Le Comité de vérification aide le Conseil et est responsable de l'examen, de l'approbation et de la surveillance des politiques en matière de gestion du risque, dont l'élaboration d'un programme de gestion du risque d'entreprise, qui comprend l'établissement du niveau de tolérance au risque, la détermination et l'évaluation des incidences des divers risques et l'élaboration de plans d'action pour atténuer les risques dépassant le seuil organisationnel de tolérance au risque. Le Comité de vérification rend régulièrement compte de ses activités au Conseil d'administration.

### **7.2.1 Gestion du risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque de perte financière par la Société si un client ou une contrepartie liée à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il se situe surtout dans les créances clients, la trésorerie et les instruments dérivés. La Société a adopté une politique de transiger seulement avec des contreparties bien cotées comme moyen d'atténuer le risque d'une perte financière par manquement. Le risque de la Société et la cote de crédit des contreparties sont surveillés continuellement.

La valeur comptable des actifs financiers comptabilisés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires représente l'exposition maximale au risque.

### **7.2.2 Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en surveillant continuellement les flux de trésorerie actuels et prévus pour s'assurer dans la mesure du possible qu'elle a les liquidités nécessaires pour satisfaire aux obligations qui échoient dans une conjoncture normale ou contraignante, sans subir de pertes inacceptables ou ternir sa réputation.

### **7.2.3 Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que des variations des prix du marché, telles les fluctuations du taux de change, l'évolution des taux d'intérêt ou les fluctuations des prix des marchandises, influent sur le résultat de la Société ou sur la juste valeur de ses instruments financiers.

La Société utilise des dérivés, entre autres, des contrats de change à terme, des accords portant sur l'échange de taux d'intérêt, des swaps sur marchandises et des contrats à terme, pour gérer son exposition aux variations des flux de trésorerie attribuables au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque marchandises. La Société achète et vend des dérivés dans le cours ordinaire de son activité et ces transactions sont exécutées conformément aux lignes directrices prévues dans les politiques en vigueur. La Société a pour politique de ne pas acheter des dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

### **Risque de change**

La Société est exposée au risque de change lors des achats et ventes libellés en monnaies étrangères, notamment en dollars américains et en euros. Elle gère son exposition aux fluctuations du taux de change entre les monnaies étrangères et le dollar canadien en concluant des contrats de change à terme et en appliquant la comptabilité de couverture à certains contrats admissibles afin de minimiser la volatilité du résultat net. Elle a également recours à de tels contrats pour gérer ses besoins de trésorerie généraux.

### **Risque de taux d'intérêt**

Les actifs financiers et les passifs financiers à taux d'intérêt variable exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. Ce risque n'existe pas pour la trésorerie parce qu'il n'y a pas de placements à court terme aux dates présentées. Les emprunts au taux d'acceptation bancaire ou sur un swap de taux exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. La Société a couvert l'intégralité de son exposition aux variations des taux d'intérêt liés à ces instruments en concluant des swaps de taux correspondants prévoyant qu'elle paie un taux fixe en retour d'un taux variable. Les swaps de taux sont désignés comme des instruments de couverture selon le modèle de comptabilité de couverture de flux de trésorerie.

Les actifs financiers et les passifs financiers à intérêt fixe sont sujets au risque de taux d'intérêt à la juste valeur. La Société ne comptabilise pas ses instruments d'emprunt à taux fixe en tant qu'instruments détenus à des fins de transaction. Une variation des taux d'intérêt à la date de clôture n'influerait donc d'aucune façon sur le résultat net découlant de ces instruments à taux fixe. Les swaps de taux d'intérêt exposent la Société à un risque de taux d'intérêt à la juste valeur.

### **Risque marchandises**

La Société est exposée au risque marchandises à l'achat et à la vente de métaux précieux, dont l'or, l'argent, le platine et le palladium, et de métaux de base, entre autres, le nickel, le cuivre et l'acier.

La Société n'est pas exposée au risque de prix lié au programme de vente de produits d'investissement en métal précieux, car l'achat et la vente de métaux précieux utilisés dans ce programme sont réalisés le même jour, sur la même base de prix et avec la même devise.

La Société gère son exposition au risque de variation du prix des marchandises en concluant des engagements d'achat et de vente ou en concluant des contrats de swap sur marchandises et des contrats à terme qui fixent le prix à terme des marchandises.

La comptabilité de couverture peut être appliquée à ces contrats dérivés afin de minimiser la volatilité du résultat net. Pour les contrats conclus aux fins d'acquisition de marchandises à être utilisées dans la production, la Société applique le classement des achats normalisés.

L'incidence d'une variation du risque marchandises sur les états financiers consolidés n'est pas importante, car le risque non couvert de la Société est minime.

**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

**8. IMMOBILISATIONS**

**8.1 Immobilisations corporelles**

La composition de la valeur comptable nette des immobilisations de la Société est présentée dans les tableaux suivants :

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	29 mars 2014	Au 31 décembre 2013
Coût	<b>394 071 \$</b>	389 797 \$
Cumul des amortissements	<b>(155 851)</b>	(151 582)
Valeur comptable nette	<b>238 220 \$</b>	238 215 \$
<b>Valeur comptable nette par catégorie d'actif</b>		
Terrains et améliorations aux terrains	<b>3 142 \$</b>	3 143 \$
Édifices et améliorations	<b>128 420</b>	129 033
Matériel	<b>93 170</b>	94 998
Projets d'immobilisations en cours	<b>13 488</b>	11 041
Valeur comptable nette	<b>238 220 \$</b>	238 215 \$

**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des immobilisations corporelles pour le 29 mars 2014 :

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Terrains et améliorations aux terrains	Édifices et améliorations	Matériel	Projets d'immobi- lisations en cours	Total
<b>Coût</b>					
Solde au 31 décembre 2012	4 094 \$	78 124 \$	211 659 \$	55 337 \$	349 214 \$
Entrées	-	19 698	12 337	9 327	41 362
Virements	-	43 298	10 325	(53 623)	-
Sorties	-	-	(779)	-	(779)
Solde au 31 décembre 2013	4 094	141 120	233 542	11 041	389 797
<b>Entrées</b>	-	<b>114</b>	<b>340</b>	<b>3 820</b>	<b>4 274</b>
<b>Virements</b>	-	<b>556</b>	<b>817</b>	<b>(1 373)</b>	<b>-</b>
<b>Solde au 29 mars 2014</b>	<b>4 094 \$</b>	<b>141 790 \$</b>	<b>234 699 \$</b>	<b>13 488 \$</b>	<b>394 071 \$</b>
<b>Cumul des amortissements</b>					
Solde au 31 décembre 2012	924 \$	8 138 \$	128 261 \$	-	137 322 \$
Amortissement	27	3 949	11 054	-	15 030
Sorties	-	-	(771)	-	(771)
Solde au 31 décembre 2013	951	12 087	138 544	-	151,582
<b>Amortissement</b>	<b>1</b>	<b>1 283</b>	<b>2 985</b>	<b>-</b>	<b>4,269</b>
<b>Solde au 29 mars 2014</b>	<b>952 \$</b>	<b>13 370 \$</b>	<b>141 529 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>155 851 \$</b>
<b>Valeur comptable nette au 29 mars 2014</b>	<b>3 142 \$</b>	<b>128 420 \$</b>	<b>93 170 \$</b>	<b>13 488 \$</b>	<b>238 220 \$</b>

Il n'existait aucun indice de perte de valeur pour les immobilisations corporelles au 29 mars 2014.

Aucun actif n'avait été donné en garantie des emprunts au 29 mars 2014.



**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

**8.2 Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles de la Société se composent notamment de logiciels pour l'usage interne ou pour la prestation de services aux clients.

Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des immobilisations incorporelles pour le 29 mars 2014 :

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	<b>Logiciels</b>	<b>Projets d'immobi- lisations en cours</b>	<b>Total</b>
<b>Coût</b>			
Solde au 31 décembre 2012	21 486 \$	9 345 \$	30 831 \$
Entrées	1 264	5 656	6 920
Virements	1 745	(1,745)	-
Solde au 31 décembre 2013	24 495	13 256	37 751
<b>Entrées</b>	<b>544</b>	<b>1 424</b>	<b>1 968</b>
<b>Virements</b>	<b>344</b>	<b>(344)</b>	<b>-</b>
<b>Solde au 29 mars 2014</b>	<b>25 383 \$</b>	<b>14 336 \$</b>	<b>39 719 \$</b>
<b>Cumul des amortissements</b>			
Solde au 31 décembre 2012	18 946 \$	- \$	18 946 \$
Amortissement	1 619	-	1 619
Solde au 31 décembre 2013	20 565	-	20 565
<b>Amortissement</b>	<b>421</b>	<b>-</b>	<b>421</b>
<b>Solde au 29 mars 2014</b>	<b>20 986 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>20 986 \$</b>
<b>Valeur comptable nette au 29 mars 2014</b>	<b>4 397 \$</b>	<b>14 336 \$</b>	<b>18 733 \$</b>
Valeur comptable nette au 31 décembre 2013	3 930 \$	13 256 \$	17 186 \$

Il n'existait aucun indice de perte de valeur pour les immobilisations incorporelles au 29 mars 2014.

## **9. AVANTAGES SOCIAUX**

### **9.1 Prestations de retraite**

Pratiquement tous les membres du personnel de la Société sont couverts par le Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime de retraite contributif à prestations définies, constitué en vertu d'une loi et parrainé par le gouvernement du Canada. Autant les employés que la Société doivent verser des cotisations. Le président du Conseil du Trésor fixe les cotisations exigées des employeurs, lesquelles sont un multiple de celles exigées des membres du personnel. Le total des cotisations de 2,1 millions de dollars a été comptabilisé en charge pour les 13 semaines closes le 29 mars 2014 (2,4 millions pour les 13 semaines closes le 30 mars 2013).

### **9.2 Autres avantages postérieurs à l'emploi**

La Société offre des indemnités de départ aux membres de son personnel ainsi que des avantages de retraite supplémentaires, qui comprennent des avantages postérieurs au départ à la retraite et des prestations d'assurance à certains employés. Les avantages s'accumulent au fur et à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour les gagner. Ces régimes d'avantages n'étant pas capitalisés, ils ne sont couverts par aucun actif et présentent donc un déficit égal à l'obligation au titre d'avantages constitués.

Aucune perte de règlement n'a été comptabilisée au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014 ou le 30 mars 2013. Il n'y a pas eu de coûts de services passés ou de compressions de régime de retraite au cours des 13 semaines closes le 29 mars 2014 ou le 30 mars 2013.

### **9.3 Autres avantages du personnel à long terme**

Les autres avantages à long terme de la Société comprennent des avantages aux membres du personnel qui reçoivent des prestations d'invalidité prolongée, les congés de maladie, les congés spéciaux et les indemnités des accidents du travail. Ces régimes d'avantages n'étant pas capitalisés, ils ne sont couverts par aucun actif et présentent donc un déficit égal à l'obligation au titre d'avantages constitués.

## **10. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES**

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Période de 13 semaines close le	
	<b>29 mars 2014</b>	30 mars 2013
Produits provenant de la vente de biens	<b>665 393 \$</b>	859 947 \$
Produits provenant de la prestation de services	<b>4 025</b>	3 607
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>669 418 \$</b>	863 554 \$

**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

**11. CHARGES D'AMORTISSEMENT**

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Période de 13 semaines close le	
	<b>29 mars 2014</b>	30 mars 2013
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>4 269 \$</b>	3 512 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>421</b>	412
Total des charges d'amortissement	<b>4 690 \$</b>	3 924 \$

Les charges d'amortissement ont été reclassées dans les autres charges d'exploitation comme suit :

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Période de 13 semaines close le	
	<b>29 mars 2014</b>	30 mars 2013
Coût des biens vendus	<b>3 589 \$</b>	2 849 \$
Frais de marketing et ventes	<b>661</b>	430
Frais d'administration	<b>440</b>	645
Total des charges d'amortissement	<b>4 690 \$</b>	3 924 \$

**12. CHARGES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL, AU NET**

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Période de 13 semaines close le	
	<b>29 mars 2014</b>	30 mars 2013
Charges de recherche et développement	<b>2 447 \$</b>	1 918 \$
Crédit à la recherche scientifique et au développement	<b>(200)</b>	(375)
Charges de recherche et développement, au net	<b>2 247 \$</b>	1 543 \$

Les charges nettes de recherche et développement sont incluses dans les frais d'administration dans l'état consolidé du résultat global.

**13. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

La Société est liée, en termes de propriété commune, à toutes les entités appartenant au gouvernement du Canada. Elle effectue des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non liées. Conformément à l'exemption de l'obligation en matière d'informations pour les « entités liées à une autorité publique », la Société est exemptée de certaines dispositions relatives aux informations à fournir d'IAS 24 en ce qui a trait à ses transactions et soldes avec les parties liées suivantes :

- une autorité publique, dont elle est sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable;

**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

---

- une autre entité qui est une partie liée du fait que les deux entités sont sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable d'une même autorité publique.

Conformément à cette exemption, comme elle n'a pas effectué de transactions significatives, considérées individuellement ou collectivement, avec ces parties liées, la Société n'a pas fourni d'informations détaillées sur les transactions avec :

- le gouvernement du Canada et ses ministères
- toutes les sociétés d'État fédérales.

Les transactions avec le ministère des Finances concernant la production, la gestion et la distribution de pièces de circulation canadiennes sont négociées et évaluées à la juste valeur dans le cadre d'un protocole d'entente de trois ans par lequel le prix est convenu annuellement dans le cours normal des activités.

Les produits liés aux transactions avec le ministère des Finances sont comme suit :

---

<i>(en milliers de \$CAN)</i>	Période de 13 semaines close le	
	<b>29 mars 2014</b>	30 mars 2013
Produits provenant du ministère des Finances	<b>25 968 \$</b>	22 410 \$

---

Vu l'application rétroactive d'IAS 16 à la date de transition aux IFRS, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les charges d'amortissement qui ont été imputées au ministère des Finances conformément aux PCGR du Canada, à un taux supérieur aux charges d'amortissement réelles engagées selon IAS 16, ont été ajustées de l'ordre de 8,2 millions de dollars à ce moment-là. Cette somme a été incluse dans les fournisseurs et charges à payer à l'état consolidé de la situation financière, car elle peut être remboursable à vue au ministère des Finances. Depuis 2011, la Société a réduit la facturation au ministère des Finances de 0,5 million de dollars par année et le solde de 6,7 millions (6,7 millions au 31 décembre 2013) sera déduit dans les facturations futures au cours des 13 prochaines années.

## **14. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES**

### **14.1 Baux sur métaux précieux**

Afin de faciliter la production de pièces de métaux précieux et de gérer ses risques financiers associés aux variations de prix des métaux, la Société peut conclure des accords au titre de contrats d'approvisionnement à prix ferme et des baux sur métaux précieux. Au 29 mars 2014, la Société avait des engagements en cours de 36,7 millions de dollars au titre de contrats d'approvisionnement (41,4 millions au 31 décembre 2013). À la fin de la période, la Société avait conclu des baux sur métaux précieux comme suit :

**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

<i>Onces</i>	Au	
	29 mars 2014	31 décembre 2013
Or	-	21 062
Argent	6 828 655	5 084 108
Platine	11 936	16 001
Palladium	300	-

Les frais de location sont calculés d'après la valeur de marché. Les paiements de location pour les baux sur métaux précieux comptabilisés en charges pour les 13 semaines closes le 29 mars 2014 se sont élevés à 0,5 million de dollars (0,8 million pour les 13 semaines closes le 30 mars 2013). La valeur des métaux visés par ces baux sur métaux n'apparaît pas aux états financiers consolidés de la Société, car elle a l'intention de les régler par la prise de possession ou l'expédition des métaux en question.

#### **14.2 Engagements sur métaux communs**

Afin de faciliter la production de pièces de circulation et de collection (pour le Canada et d'autres pays) et de gérer ses risques financiers associés aux variations de prix des métaux, la Société peut conclure des contrats d'approvisionnement à prix ferme. Au 29 mars 2014, la Société avait des engagements d'achat en cours de 28,5 millions de dollars (34,2 millions au 31 décembre 2013).

#### **14.3 Garanties commerciales et bancaires**

La Société détient diverses garanties bancaires et commerciales liées à la production à forfait de pièces étrangères. Les garanties ont été émises dans le cours normal des activités, et elles ont été accordées par diverses institutions financières qui offrent à la Société des lignes de crédit. La durée maximale des garanties de bonne fin est d'un an, selon le contrat visé, tandis que la durée maximale des garanties de soumission est de cinq ans. En règle générale, la durée des garanties de soumission est inférieure à trois mois, selon la durée de la période de soumission relative au contrat visé. La durée des divers contrats visés par les garanties de soumission ou de bonne fin varie normalement de un à deux ans. Les paiements susceptibles de devenir exigibles aux termes des engagements précités feraient suite à l'inexécution d'un contrat par la Monnaie. La Société ne prévoit pas devoir verser de paiement d'importance à l'avenir. Au 29 mars 2014, le maximum des paiements futurs susceptibles de devenir exigibles aux termes des garanties de soumission et de bonne fin est de 9,1 millions de dollars (9,5 millions au 31 décembre 2013).

#### **14.4 Autres engagement et garanties**

La Société peut emprunter au Trésor ou à toute autre source, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances quant à la période et aux conditions de l'emprunt. Depuis mars 1999, suivant les modifications à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, l'ensemble des montants empruntés et non remboursés ne doit à aucun moment dépasser 75 millions de dollars. Pour les 13 semaines closes le 29 mars 2014, les emprunts à court terme approuvés dans ce contexte et

**Monnaie royale canadienne**  
**Notes annexes aux états financiers consolidés résumés**  
**Période de 13 semaines close le 29 mars 2014**  
**Non audités**

---

destinés au fonds de roulement ne devaient pas dépasser 25 millions de dollars (25 millions au 30 mars 2013).

Pour répondre à ces besoins éventuels d'emprunts à court terme qui peuvent être nécessaires de temps à autre, la Société détient avec des institutions financières canadiennes diverses lignes de crédit commerciales non garanties prévoyant des emprunts pour une durée maximale de 364 jours à des taux négociés. Aucune de ces lignes de crédit n'avait été utilisée au 29 mars 2014 ou au 30 mars 2013.

Au 29 mars 2014, la Société s'était engagée à dépenser environ 9,3 millions de dollars sur des projets en immobilisations (8,3 millions au 31 décembre 2013).

La Société a d'autres obligations liées à des baux et à des contrats d'achat de biens et de services. Au 29 mars 2014, ces engagements futurs totalisent 32,3 millions de dollars (34,0 millions au 31 décembre 2013). Ces engagements prendront fin d'ici juin 2027 (26,8 millions de dollars en 2014; 0,9 million en 2015; 0,2 million en 2016; 1,0 million en 2017; 0,3 million en 2018; 3,1 millions en 2027).

Il existe diverses créances légales contre la Société. Les demandes qui sont incertaines en termes d'issue ou de sortie potentielle ou qui ne peuvent pas être évaluées sont considérées comme des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Il n'y a aucun passif éventuel au 29 mars 2014 ou au 31 décembre 2013.

Il n'y a pas eu d'autres modifications importantes aux engagements, éventualités et garanties de la Société depuis le 31 décembre 2013.